

Elevages  
2 rue Kerivoal  
29334 Quimper

Quimper, le 09/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EARL LE ROY**

Gweleran  
29880 Plouguerneau

Références : -  
Code AIOT : 0052902706

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement EARL LE ROY implanté Gweleran 29880 Plouguerneau. L'inspection a été annoncée le 07/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles. La fréquence d'inspection pour les élevages relevant de la directive européenne "IED" est tous les trois ans. Les thématiques retenues pour l'inspection sont la vérification des mesures prises contre le risque de déversement d'effluents dans le milieu naturel pour les deux sites d'élevage et le respect des prescriptions relatifs à l'épandage dans le périmètre des 500 mètres d'une zone conchylicole.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL LE ROY

- Gweleran 29880 Plouguerneau
- Code AIOT : 0052902706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'EARL LE ROY exploite deux sites d'élevage porcin.

Le site de « Gwelerann » à PLOUGUERNEAU abrite un atelier naisseur-engraisseur composé de :

- 585 porcs reproducteurs,
- 3772 porcs charcutiers,
- 90 cochettes non saillies,
- 3084 porcelets post-sevrage.

Le site de « Kerhals » à KERNILIS repris en juin 2018 est spécialisé dans l'engraissement pour une capacité de 1270 places de porcs charcutiers.

L'EARL LE ROY est également membre du GIE LE ROY-CABON qui exploite une station de traitement biologique qui reçoit des lisiers du site de « Gwelerann ».

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Élevages Rétention
- Fuite dans le milieu

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande d'action corrective	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des effectifs d'animaux autorisés	Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 1	Sans objet
3	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
4	Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I	Sans objet
5	Stockage des	Arrêté Ministériel du 27/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	effluents	article 11-II	
6	Tuyauteries et canalisations des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III	Sans objet
7	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	Sans objet
8	Stockage des effluents en zone vulnérable	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III	Sans objet
9	Réseau séparé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet
10	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	Sans objet
11	Installations traitement effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28	Sans objet
12	Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées (DFA)	Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4-2	Sans objet
13	Moyens de lutte contre l'incendie et affichage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
14	Respect de prescriptions spéciales ou particulières	Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 23.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'EARL LE ROY respecte les prescriptions de son arrêté préfectoral, notamment pour l'épandage dans le périmètre de la zone conchylicole.

L'exploitant dispose depuis l'extension et la restructuration du site d'une part importante de bâtiments récents dont il a contribué à élaborer les réseaux de canalisations de déjections. Il connaît donc parfaitement le circuit des déjections du site d'exploitation.

Le risque de déversement est donc réduit

La visite d'inspection a également permis de constater que les moyens de défense interne et externe contre l'incendie ont été mis en place.

Un dossier de porter à connaissance devra être déposé par l'installation d'une couverture « nénufar » sur la nouvelle fosse de réception.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Respect des effectifs d'animaux autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté Préfectoral n° 29/2023 AE du 13 novembre 2023 pour l'exploitation d'un élevage porcin au lieu-dit « Gwelerann » à PLOUGUERNEAU pour les effectifs suivants : 585 reproducteurs, 3 772 porcs de plus de 30 kg (hors reproducteurs), 90 cochettes en attente de saillie et 3 084 porcelets en post-sevrage.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'atteint pas les effectifs de son arrêté préfectoral de 2023. Les travaux conséquents de modernisation et d'extension de l'élevage sont en cours d'achèvement. Les effectifs porcins produits déclarés dans la Déclaration de Flux d'azote de 2024 (400 reproducteurs, 11 817 porcs charcutiers et 13 201 porcelets post-sevrages produits) sont inférieurs aux effectifs autorisés (585 reproducteurs, 12 375 porcs charcutiers et 17 000 porcelets post-sevrages produits). La production d'azote déclarée dans la DFA s'élève à 34 928 kg avec BRS (55 253 kg avec BRS dans le dossier de 2023).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Le projet autorisé en 2023 prévoyait la construction de nouveaux bâtiments pour remplacer des bâtiments désaffectés et pour mettre en œuvre l'extension autorisée. Les travaux sont en cours d'achèvement. La fosse de réception du lisier reste à couvrir. Après réflexion, l'exploitant a décidé d'opter pour une couverture nénufar à la place d'une couverture classique afin de capter le biogaz.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

La mise en place de procédé de couverture Nénufar devra faire l'objet d'un dossier de porter à connaissance.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

### N° 3 : Propreté des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  Les abords sont propres et entretenus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, « des volières, » des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, « aux volières, » aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.
<b>Constats :</b>  La vérification des murs extérieurs des bâtiments a permis de constater l'absence de suintement ou d'écoulement extérieur.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Stockage des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La vérification des ouvrages de stockage a permis de constater l'absence de débordement hors de l'ouvrage.</p> <p>La fosse de réception sera couverte aux termes des travaux.</p> <p>Elle est semi-enterrée ce qui limite les risques de rupture d'ouvrage.</p> <p>Cet ouvrage réceptionne tous les lisiers du site d'élevage, qui transitent cependant par un boisseau situé à proximité immédiate.</p> <p>Les deux ouvrages sont à la même hauteur et sont plus haut que les préfosse, ce qui réduit considérablement le risque de débordement.</p> <p>Les déjections sont ensuite transférées via une canalisation enterrée vers la station de traitement gérée par le GIE LE ROY CABON, située à 300 mètres. Le transfert est réalisé à l'aide d'une pompe, équipée d'une temporisation limitant le temps de fonctionnement à une heure.</p> <p>La hauteur des ouvrages est suffisante pour éviter le risque de chute.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Tuyauteries et canalisations des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.</p>
<b>Constats :</b>

La quasi totalité des canalisations de déjections externes aux bâtiments sont enterrées. Aucun défaut d'étanchéité n'a été constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Collecte et stockage des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un plan du site avec les réseaux et les systèmes de vannes mis à jour. Les lisiers produits dans l'ensemble des bâtiments sont dirigés par gravité vers la fosse de réception. La vidange des préfosse peut être effectuée par l'exploitant ou un des salariés, qui sont tous formés à cette manœuvre. Des vannes guillottes ont installées en sortie de chaque bâtiment, près de la fosse de réception ainsi qu'à différents endroits du réseau de canalisations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Stockage des effluents en zone vulnérable**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.
<b>Constats :</b>  Les capacités de stockage présentes permettent de gérer les déjections produites.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Réseau séparé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
---



<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
<b>Constats :</b>  Les bâtiment sont équipés de gouttières et de descentes en très bon état. Les eaux de pluie sont dirigées par canalisations enterrées vers le milieu naturel, en Différent pont au Nord de l'élevage. Les déjections d'élevage ne sont mélangées aux eaux de pluie. Concernant les eaux de drainage de la fosse de réception, elles sont pompées directement dans le regard si nécessaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Rejets directs d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
<b>Constats :</b>  Aucun écoulement vers le milieu n'a été constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Installations traitement effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le présent article s'applique aux installations comportant une station, ou des équipements, de traitement des effluents d'élevage. Avant le démarrage des installations de traitement, l'exploitant et son personnel sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident. La conduite des installations de traitement est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue en la matière. Les équipements de traitement et/ou de prétraitement et d'aéro-aspiration sont correctement entretenus. L'installation dispose de moyens de contrôle et de surveillance à chaque étape du processus de traitement des effluents d'élevage permettant de mesurer les quantités traitées quels que soient les types d'effluents. Pour prévenir les risques en cas de panne ponctuelle de l'installation de traitement des effluents d'élevage, l'installation dispose de capacités de stockage suffisantes pour stocker la totalité des

<p>effluents le temps nécessaire à la remise en fonctionnement correcte de l'installation.</p> <p>Tout équipement de traitement et d'aéroaspersion est équipé d'un dispositif d'alerte en cas de dysfonctionnement. L'arrêt prolongé du fonctionnement de l'installation de traitement est notifié à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, et les solutions alternatives de traitement mises en œuvre sont mentionnées.</p> <p>Les boues et autres produits issus du traitement des effluents peuvent être épandus sur des terres agricoles en respectant les dispositions des articles 27-1 à 27-5.</p> <p>Pour prévenir les pollutions accidentelles, l'exploitant est tenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de mettre en place des dispositifs (par exemple talus ou regards de collecte) permettant de contenir ou collecter temporairement toute fuite accidentelle issue des différents équipements de traitement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ;</li> <li>- d'installer aux différentes étapes du processus de traitement des dispositifs d'alerte en cas de dysfonctionnement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ;</li> <li>- de mettre en place des dispositifs d'arrêt automatique sur le système d'aéroaspersion ou de ferti-irrigation de l'effluent épuré (par exemple en cas de baisse anormale de pression interne du circuit ou d'arrêt anormal du déplacement du dispositif d'aspersion) ; cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2018).</li> </ul> <p>Ces dispositifs sont maintenus en bon état de fonctionnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour prévenir les pollutions accidentelles, l'exploitant a choisi de compartimenter au maximum les stockages de lisier en installant une multitude de vannes guillotines.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées (DFA)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse : DFA</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé sa déclaration annuelle des flux d'azote pour la campagne culturale 2023-2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie et affichage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, risque incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : " Ne pas se servir sur flamme gaz " ;</li> <li>- par la mise en place d'un extincteur portatif " dioxyde de carbone " de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li> </ul> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li> <li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li> <li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li> <li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li> </ul> <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En terme de de défense externe contre l'incendie (DECI), l'exploitant dispose d'une poche de 120 m<sup>3</sup> installée à l'Est du site d'exploitation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : Respect de prescriptions spéciales ou particulières**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 23.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, prescriptions spéciales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les épandages de tout effluent d'élevage sont interdits sur l'îlot n° 16 (PAC 2022) située dans la bande des 500 mètres en amont d'une zone conchylicole.</p> <p>Une dérogation à l'interdiction d'épandage de fumier et/ou lisier de porcs est accordée à l'EARL LE ROY, exploitant un élevage porcin au lieu-dit « 68 Gwelerannn » à PLOUGUERNEAU, conformément au dossier présenté et à ses annexes, pour les îlots ou partie d'îlots suivants, dans les 500 mètres en amont de la zone conchylicole du site« Rivière de l'Aber wrac'h amont »</p>

référéncé n° 29.02.012, sous réserve du respect des prescriptions éventuelles détaillées dans le tableau suivant :

Commune de PLOUGUERNEAU 27 :

- Conserver le talus existant au Sud-Ouest de l'îlot,
- Renforcer le talus existant sur une longueur de 100 m au Sud-Est de l'îlot.

Les prescriptions techniques complémentaires suivantes devront être respectées :

- Pratiquer les épandages par temps sec, • Enfouir le fumier épandu sous les 12 heures,
- Epandre et enfouir le lisier directement dans le sol (avec un enfouisseur),
- Maintenir les talus existants en place,
- Ne faire aucun stockage de fumier et/ou compost au champ dans les 500 m de la zone conchylicole, sauf en dépôt temporaire dans les 2 jours précédents l'épandage,
- Respecter les zones d'exclusions réglementaires ou topographiques du dossier,
- Identifier les îlots en zone conchylicole dans le cahier de fertilisation.

L'exploitant ne pourra épandre du fumier et/ou du lisier de porc sur l'îlot n° 27 (PAC 2022), situé dans les 500 mètres de la zone conchylicole qu'après réalisation des travaux prescrits et information de l'administration de leur réalisation. La cartographie annexée au présent arrêté définit l'ensemble des dispositions et mentionne les protections à créer ou conserver.

**Constats :**

L'exploitant n'a effectué aucun épandage d'azote organique sur l'îlot 16 qui n'a pas obtenu de dérogation à l'interdiction d'épandage.

Une visite de l'îlot 27 dérogé a permis de constater que les talus existants ont été conservés et renforcés.

**Type de suites proposées :** Sans suite